

INTEGRATE

Draining Canada Dry

The SPP and bulk water exports

The Security and Prosperity Partnership of North America represents a major threat to Canada's water. But don't rely on the Harper government to tell you why. The Council of Canadians found out from leaked documents that bulk water exports are being discussed at the SPP table.

A "Future" for bulk water exports?

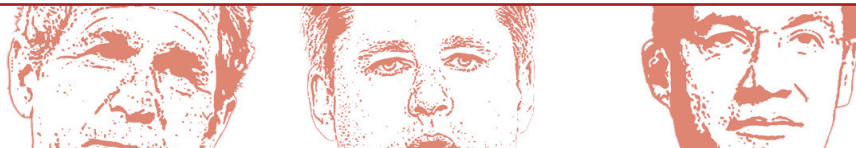
In March 2006, Canada, "a major Washington-based think tank funded by the U.S. government launched the North American Future 2025 Project, "to help guide the ongoing Security and Prosperity Partnership," according to the *Ottawa Citizen*. The "project" involved a series of closed-door meetings with business leaders, government officials and selected academics. What was on the agenda for their April 27 meeting in Calgary? Bulk water exports, diversions and "artificial transfers of water."

Once it's gone, it's gone

Water is a finite resource. In other words, bulk exports would permanently remove water from the ecosystem at a time when climate change is already drying traditional sources like the Great Lakes. Most of Canada's water supply is in the north and it would take massive engineering projects to pipe it south. But thanks to the North American Free Trade Agreement, if Canada started shipping water across the border, we would lose all control over how much we sold, and it would be impossible to turn off the tap.

We all have a stake in Canada's water!

No one should be discussing bulk water exports behind closed doors. That's why the Council of Canadians is demanding that the SPP be brought to a full debate before Parliament and the public. Canadians didn't vote for the SPP. And we believe that a better vision for the relationship between Canada, the U.S. and Mexico is possible.



Are you concerned about the SPP and bulk water exports? Visit canadians.org for more information on what you can do to fight the SPP and stand up for Canada's water.

INTÉGRATION BARBARE

REMISE EN CAUSE DU PARTENARIAT NORD-AMÉRICAIN POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ

S'emparer de l'eau du Canada

Le PSP et les exportations d'eau en vrac

Le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité constitue une grande menace pour l'eau du Canada. Mais ne comptez pas sur le gouvernement Harper pour vous dire pourquoi. Le Conseil des Canadiens a appris de documents ayant fait l'objet d'une fuite que les exportations d'eau en vrac sont discutées à la table du PSP.

Un « futur » pour les exportations d'eau en vrac?

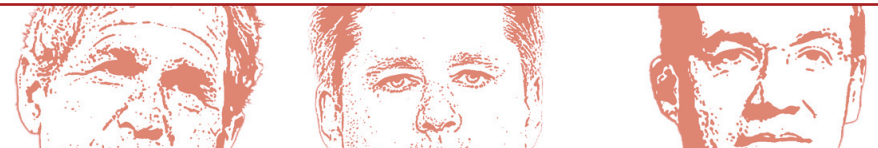
En mars 2006, un important groupe de réflexion de Washington financé par le gouvernement des États-Unis a lancé le projet Futur de l'Amérique du Nord 2025, « pour aider à orienter le Partenariat continu pour la sécurité et la prospérité, » [traduction] selon le *Ottawa Citizen*. Le « projet » comprenait une série de rencontres à huis clos avec des leaders d'entreprise, des représentants des gouvernements et des penseurs bien choisis. Qu'y avait-il au programme de leur rencontre du 27 avril à Calgary? Les exportations d'eau en vrac, les déviations et les « transferts artificiels d'eau ».

Quand c'est parti, ça ne revient plus

L'eau est une ressource limitée. En d'autres mots, nous voudrions exporter notre eau en vrac en la retirant pour toujours de notre écosystème au moment où elle est déjà en train d'assécher des sources traditionnelles comme les Grands Lacs. La plus grande partie de l'approvisionnement en eau du Canada est au nord et il faudra des travaux massifs de génie pour la conduire vers le sud. Y en aura pas de facile. Et il faut savoir aussi que l'Accord de libre-échange nord-américain fait en sorte que si le Canada entreprend d'envoyer de l'eau de l'autre côté de la frontière, nous n'aurons aucun contrôle de la quantité que nous allons vendre et il sera impossible de fermer le robinet.

Nous avons tous intérêt à protéger l'eau du Canada!

Personne ne devrait discuter d'exportations d'eau en vrac à huis clos. C'est pourquoi le Conseil des Canadiens exige que le PSP fasse l'objet d'un débat exhaustif au Parlement et en public. Les Canadiens n'ont pas voté pour le PSP. Et nous croyons qu'une meilleure vision des rapports entre le Canada, les États-Unis et le Mexique est possible.



Est-ce que le PSP et les exportations d'eau en vrac vous inquiètent? Visitez www.canadians.org pour plus d'information sur ce que vous pouvez faire pour lutter contre le PSP et défendre l'eau du Canada.

INTEGRATE

The SPP puts our health and environment at risk

The Security and Prosperity Partnership of North America threatens Canada's ability to protect our health and the environment. The SPP puts Canadians at risk by:

1. Weakening food and drug rules

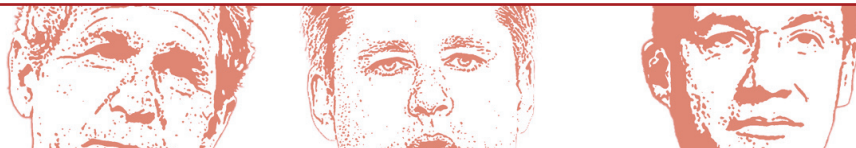
The SPP will eliminate differences in Canadian, Mexican and U.S. standards on everything from food safety and the environment to labour and manufacturing. Government and business leaders say this will increase "competitiveness." But that just means a race to the bottom. This year, Canadian health officials announced that they would allow more pesticides on hundreds of fruits and vegetables to match lower U.S. standards.

2. Forcing five times as much oil out of the tar sands

Tar sands production is destroying the environment at an alarming rate. It ruins vast tracks of land, clears forests and sucks up a quarter of Alberta's ground water. Tar sands production is also making people sick as studies show higher rates of cancer in nearby towns. Alberta is about to become one of the world's largest greenhouse gas emitters thanks to tar sands oil. A fivefold increase in production, as called for by an SPP tar sands working group, would have a catastrophic impact on the environment, and make it impossible for Canada to ever reach its Kyoto targets.

3. Leading Canada toward bulk water exports

Closed-door talks between government officials and business leaders under the banner of the SPP and the North American Future 2025 Project have called for bulk water exports and artificial diversions of water from Canada to the U.S. That kind of secrecy on such an important subject is unacceptable.



Are you concerned about the impact of the SPP and the environment and public health?
Visit www.canadians.org for more information on what you can do to fight the SPP.

INTÉGRATION BARBARE

REMISE EN CAUSE DU PARTENARIAT NORD-AMÉRICAIN POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ

Le PSP menace notre santé et notre environnement

Le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) menace la capacité du Canada de protéger notre santé et notre environnement. Le PSP met les Canadiens à risque pour les raisons suivantes :

1. Il affaiblit les règles sur les aliments et les drogues

Il éliminera les différences entre les normes canadiennes, mexicaines et américaines sur tout ce qui peut concerner des aspects comme la sécurité des aliments, l'environnement, la main-d'œuvre et la fabrication. Les leaders d'entreprise et les représentants des gouvernements disent que cela va accroître la « compétitivité ». Mais ce n'est en réalité que du nivellement par le bas. Cette année, les responsables canadiens de la santé ont annoncé qu'ils allaient permettre des niveaux plus élevés des résidus des pesticides sur des centaines de fruits et de légumes pour harmoniser nos normes avec celles des États-Unis, qui sont plus faibles.

2. Extraire sans vergogne cinq fois plus de pétrole des sables bitumineux

La production des sables bitumineux détruit l'environnement à un rythme qui fait frémir. L'exploitation ruine d'immenses terres, elle décime les forêts et avale le quart de l'eau souterraine de l'Alberta. L'exploitation des sables bitumineux rend également les gens malades; des études révèlent que les taux de cancer dans les villes voisines sont plus élevés. L'Alberta est sur le point de devenir l'un des émetteurs de gaz à effet de serre les plus importants du monde à cause de l'exploitation du pétrole des sables bitumineux. Quintupler la production, comme le demande un groupe de travail du PSP sur les sables bitumineux, aurait un effet catastrophique sur l'environnement et il deviendrait impossible pour le Canada d'atteindre ses cibles du Protocole de Kyoto.

3. Il prépare le Canada aux exportations d'eau en vrac

Les exportations d'eau en vrac et les déviations artificielles de l'eau du Canada vers les États-Unis ont été abordées dans les discussions à huis clos entre les représentants des gouvernements et les chefs d'entreprise concernant le PSP et le projet Futur de l'Amérique du Nord 2025.



Est-ce que vous êtes inquiet des effets du PSP sur l'environnement et la santé publique? Visitez canadians.org pour plus d'information sur ce que vous pouvez faire pour lutter contre le PSP.

INTEGRATE

The SPP and corporate power *Meet the CEOs behind the Security and Prosperity Partnership*

The Canadian Council of Chief Executives (CCCE) is a corporate lobby group made up of CEOs from Canada's 150 richest corporations. This group was responsible for NAFTA and it can take much of the blame for the Security and Prosperity Partnership.

An “initiative” becomes a “partnership”

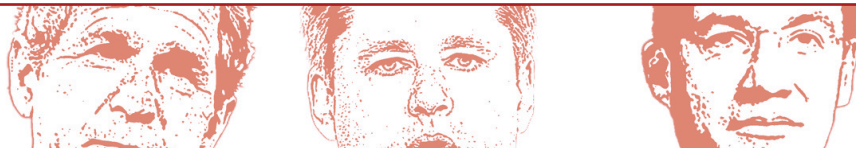
In 2003, the CCCE held a corporate brainstorming session called The North American Security and Prosperity Initiative. These CEOs came up with a plan for Canada that included deeper economic integration with the United States, the adoption of Homeland Security-style measures throughout the continent, and a “comprehensive resource security pact.” In March 2005, the leaders of Canada, the United States and Mexico adopted all of these recommendations, changing only the name. A Security and Prosperity Initiative became the Security and Prosperity Partnership.

A permanent seat at the table for CEOs

In March 2006, at the second SPP summit in Cancun, Mexico, North America's leaders created a “competitiveness council” (the NACC) to make sure that integration couldn't be slowed down or stopped by changes in governments in any country. The NACC is made up of 30 CEOs from across the continent. All 10 Canadian CEOs are members of the CCCE. U.S. members include CEOs from defence contractor Lockheed Martin, pharmaceutical giant Merck, and the oil company Chevron.

The democratic deficit

A tiny group of CEOs are currently deciding Canada's future within North America while citizens are kept in the dark. The Council of Canadians demands that the SPP be brought to Parliament for a full and open debate. It's time to end the silence.



Are you concerned about the SPP and corporate power? Visit www.canadians.org for more information on what you can do to fight the SPP and stand up for democracy in Canada.

INTÉGRATION BARBARE

REMISE EN CAUSE DU PARTENARIAT NORD-AMÉRICAIN POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ

Le PSP et le pouvoir des entreprises *Faites la connaissance des PDG derrière le Partenariat pour la sécurité et la prospérité*

Le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) est un groupe de pression des entreprises composé des PDG des 150 sociétés les plus riches du Canada. Ce groupe a été responsable de l'ALENA et on peut lui attribuer une grande partie du blâme en ce qui a trait au Partenariat pour la sécurité et la prospérité.

Une « initiative » qui devient un « partenariat »

En 2003, le CCCE a entrepris un exercice de remue-méninges des entreprises, qu'il a appelé « L'Initiative nord-américaine de sécurité et de prospérité ». Ces PDG ont élaboré pour le Canada un plan qui comprenait l'intégration économique plus poussée avec les États-Unis, l'adoption de mesures de sécurité comme celles du département de la Sécurité intérieure à la grandeur du continent et un « pacte de sécurité des ressources exhaustif ». Les leaders du Canada, des États-Unis et du Mexique ont adopté toutes ces recommandations en mars 2005. Seul le nom a changé. Une Initiative de sécurité et de prospérité est devenue le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité.

Une place permanente à la table pour les PDG

En mars 2006, au deuxième sommet du PSP à Cancun, Mexique, les leaders de l'Amérique du Nord ont créé un « conseil de la compétitivité » (Conseil nord-américain de la compétitivité, le CNAC) pour assurer que l'intégration ne pourrait être ralentie ou stoppée par les changements de gouvernement des trois pays. Le CNAC est constitué de 30 PDG d'un bout à l'autre du continent. Les dix PDG canadiens sont des membres du CCCE. Les membres américains incluent les PDG du marchand d'armes Lockheed Martin, du géant pharmaceutique Merck et de la société pétrolière Chevron.

Le déficit démocratique

Un tout petit groupe de PDG est en train de décider de l'avenir du Canada à l'intérieur de l'Amérique du Nord pendant que les citoyens sont gardés dans le noir. Le Conseil des Canadiens demande que le PSP soit présenté au Parlement pour y faire l'objet d'un débat exhaustif et ouvert. Il faut briser le silence.



Est-ce que le PSP et le pouvoir des entreprises vous inquiètent? Visitez www.canadians.org pour plus d'information sur ce que vous pouvez faire pour lutter contre le PSP et défendre la démocratie au Canada.

I didn't vote for the SPP

Five reasons to oppose the Security and Prosperity Partnership of North America



The Security and Prosperity Partnership (SPP) is a plan to speed up North American economic integration while implementing U.S. security demands across the continent. The Council of Canadians opposes the SPP for five main reasons:

1. The SPP is anti-democratic

There has been no public or parliamentary debate about the SPP or the deep integration agenda behind it. Only corporate CEOs have any input into the integration process.

2. The SPP is a waste of energy

The SPP gives even more control of Canadian oil, gas and electricity to U.S. companies. The SPP also calls for a fivefold increase in tar sands production, no matter what the cost to the environment and public health.

3. The SPP puts our water at risk

Closed-door discussions linked to the SPP have been hatching a plan to sell-off Canada's water under the assumption that water is a continental resource.

4. The SPP makes us less secure

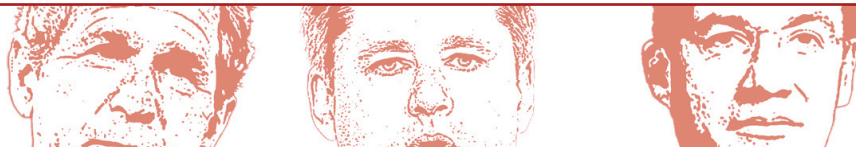
Joint no-fly lists, elite airport service for "trusted travelers," and the adoption of discriminatory U.S. immigration policies are all SPP priorities.

5. The SPP kills peacekeeping

The SPP ties Canada even closer to a militaristic U.S. government and will erode any differences that currently exist between our two countries' foreign and defence policies.

Help us stop the SPP!

Join the Council of Canadians in Ottawa on August 19 as we protest the next SPP summit happening in Montebello, Quebec from August 20 to 21. Or take part in our National Day of Action against the SPP.



For more information about the Council of Canadians, its Deep Integration campaign or the National Day of Action against the SPP, please visit www.canadians.org or call us at 1-800-387-7177.

Je n'ai pas voté pour le PSP

Cinq raisons de s'opposer au Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité



Le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) est un plan conçu pour accélérer l'intégration économique de l'Amérique du Nord par la mise en œuvre des exigences de sécurité à l'échelle du continent. Le Conseil des Canadiens s'oppose au PSP pour cinq grandes raisons :

1. Le PSP est anti-démocratique

Il n'y a pas eu de débat public ou parlementaire sur le PSP ou sur le programme d'intégration profonde derrière. Seuls les PDG participent au processus d'intégration.

2. Le PSP est du gaspillage d'énergie

Le PSP donne encore plus de contrôle aux compagnies américaines sur le pétrole, le gaz et l'électricité du Canada. Le PSP exige également de quintupler la production des sables bitumineux, sans considération du coût pour l'environnement et la santé publique.

3. Le PSP est une menace pour notre eau

Les discussions à huis clos autour du PSP ont donné naissance à un plan pour vendre l'eau du Canada parce qu'on dit que l'eau est une ressource continentale.

4. Le PSP diminue la sécurité des Canadiens

Les listes conjointes d'interdiction de vol, les services d'aéroport spéciaux pour les « voyageurs dignes de confiance » et l'adoption des politiques américaines discriminatoires sur l'immigration sont toutes des priorités du PSP.

5. Le PSP tue le maintien de la paix

Le PSP lie le Canada encore plus étroitement à un gouvernement américain militariste et érodera tout ce qui différencie les politiques étrangères et de défense de nos deux pays à l'heure actuelle.

Aidez-nous à stopper le PSP!

Joignez-vous au Conseil des Canadiens à Ottawa le 19 août pour manifester ensemble contre la tenue du prochain sommet du PSP à Montebello, Québec les 20 et 21 août. Vous pouvez aussi participer à notre Journée nationale d'action contre le PSP.



Pour plus d'information sur le Conseil des Canadiens, sur sa campagne contre l'intégration profonde ou sur la Journée nationale d'action contre le PSP, visitez www.canadians.org ou appelez-nous au 1-800-387-7177.

INTEGRATE

The SPP and insecurity

Creating two classes of citizens

Far from making all North American citizens safer, the Security and Prosperity Partnership institutionalizes discriminatory security policies based on fear and paranoia.

No-fly lists and mistaken identities

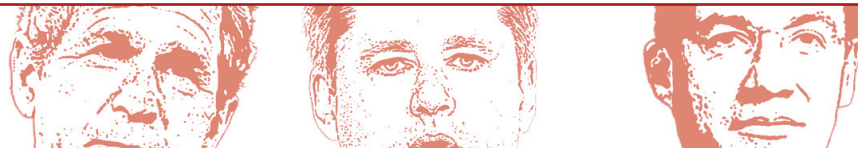
“Compatible criteria for the posting of lookouts of suspected terrorists and criminals,” and “comparable standards and procedures... for passenger screening” are both SPP priorities. Homeland Security czar Michael Chertoff has said that Canada’s no-fly list, Passenger Protect, will eventually merge with the U.S. list, which has wrongly targeted over 30,000 people so far. All of Canada’s privacy commissioners have denounced Passenger Protect as an unreasonable abuse of civil liberties.

NEXUS: Two classes of citizens

The NEXUS pass allows “trusted travellers” to cross the border hassle-free and in that sense it is the opposite of the no-fly list. Applicants must pass Canadian and U.S. security checks and be declared “low risk” in order to get a NEXUS card. Security integration under the SPP creates a new class system in North America that discriminates based on race, religion, ethnicity and nationality.

Information sharing and torture

Maher Arar, a Canadian citizen, was deported to Syria from the United States then tortured after the RCMP shared faulty, unfiltered information with U.S. security officials. The final report of the commission looking into Mr. Arar’s affair concluded that there needed to be more checks and balances on this kind of information sharing. The SPP puts the real security of Canadians at risk by intensifying security cooperation with a reckless U.S. government.



Le PSP et l'insécurité

Les listes d'interdiction de vol, les voyageurs « dignes de confiance » et d'autres politiques de sécurité discriminatoires

Loin de renforcer la sécurité de tous les citoyens de l'Amérique du Nord, le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) veut plutôt institutionnaliser des politiques de sécurité discriminatoires, fondées sur la crainte et la paranoïa.

Listes d'interdiction de vol et erreurs sur la personne

Le PSP a notamment comme priorités des « critères compatibles d'établissement des avis de signalement des présumés terroristes et criminels » et « des normes et des procédures comparables... d'inspection des passagers » [traduction]. Le tsar de la sécurité intérieure des États-Unis Michael Chertoff a dit que la liste d'interdiction de vol du Canada (le Programme de protection des passagers) sera fusionnée à la liste des États-Unis. Or celle-ci a déjà ciblé de façon erronée plus de 30 000 personnes. Tous les commissaires à la protection de la vie privée du Canada ont dénoncé le Programme de protection des passagers, qu'ils considèrent comme un abus déraisonnable des libertés civiles.

NEXUS : deux catégories de citoyens

Le laissez-passer NEXUS permet aux « voyageurs dignes de confiance » de traverser la frontière sans tracasserie. Dans ce sens, il est le contraire de la liste d'interdiction de vol. Les demandeurs doivent satisfaire aux exigences des contrôles de sécurité du Canada et des États-Unis et être déclarés « à faible risque » pour obtenir un laissez-passer NEXUS. L'intégration de la sécurité dans le PSP crée un nouveau système de catégorie discriminatoire qui est fondé sur la race, la religion, l'ethnicité et la nationalité.

Partage d'information et torture

Maher Arar, un citoyen canadien, a été déporté des États-Unis vers la Syrie où il a été torturé après que la GRC eut partagé de l'information erronée et non filtrée avec les responsables de la sécurité des États-Unis. Le rapport final de la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar a conclu qu'il fallait plus de vérifications et mieux équilibrer ce type de partage d'information. Le PSP met la vraie sécurité des Canadiens à risque en intensifiant la coopération en matière de sécurité avec un gouvernement des États-Unis irresponsable.

